

La victoire de François Fillon à la primaire de la droite et du centre est un succès incontestable. Ancien Premier ministre, il bénéficie d'une expérience politique importante, ayant exercé tous les mandats électifs locaux et nationaux. Issu du « gaullisme social » sur le plan des idées, il porte un projet économique libéral, et une méthode de gouvernement fondée sur l'autorité du Président de la République. La campagne présidentielle est désormais pleinement lancée, la prochaine échéance étant la désignation du candidat de la gauche à l'occasion d'une primaire prévue en janvier 2017.

1. Marquée par la victoire inattendue de François Fillon, la primaire de la droite et du centre est un succès qui consacre une étape désormais incontournable de la vie démocratique.

La primaire de la droite et du centre est **un succès indéniable, avec par une participation record** au 1^{er} tour comme au 2nd (4,3 millions de votants, contre 2,9 millions à la primaire socialiste de 2011) et une audience importante lors des débats télévisés, notamment celui de l'entre-deux-tours (8,5 millions de téléspectateurs). Ce succès confère à son vainqueur une légitimité forte : **François Fillon a recueilli plus de suffrages au 2nd tour qu'il n'y avait d'électeurs à la primaire de la gauche** en 2011.

Au-delà de la participation, la victoire de François Fillon est incontestable, avec 44,1% des voix dès le 1^{er} tour et 66,5% des voix au 2nd. **Le succès de l'ancien Premier ministre comme son ampleur échappent aux clefs de lecture habituelles** : ils n'avaient pas été anticipés et restent difficile à expliquer. C'est vraisemblablement une dynamique récente mais forte qui a permis à François Fillon de s'imposer, à laquelle les débats télévisés ont pu contribuer.

Au plus fort de la campagne, **cette élection primaire a occulté les autres phénomènes politiques** et saturé l'espace médiatique. Par leur participation, les Français se sont appropriés ce moment démocratique, qui apparaît désormais comme une étape incontournable de l'élection présidentielle. Pour l'avenir, **un des sujets qui pourront faire l'objet d'un débat est le nombre de candidats au 1^{er} tour**. Avec 7 compétiteurs, le temps de parole de chacun aux différents débats a pu paraître trop court et trop morcelé. Surtout, les électeurs ne se sont pas saisis de cette diversité puisque plus de 93% des suffrages se sont portés sur seulement 3 candidats.

2. François Fillon bénéficie de l'expérience importante d'un responsable politique ayant exercé tous les mandats électifs locaux et nationaux, et dirigé un gouvernement pendant 5 ans.

Le candidat choisi pour représenter la droite et le centre est peut-être la personnalité actuelle dont la carrière politique est la plus complète. **François Fillon exerça toutes les mandats locaux**, parmi lesquels ceux de maire de Sablé-sur-Sarthe (1983-2001), président de sa communauté de communes (2001-2012), président du Conseil départemental de la Sarthe (1992-1998) et président du Conseil régional des Pays de la Loire (1998-2002). Depuis sa 1^{ère} campagne législative en 1981 à l'âge de 27 ans, François Fillon fut systématiquement réélu député, et siégea également au Sénat (2005-2007). **C'est un parlementaire aguerri** qui présida notamment la commission de la Défense (1986-1988). En tant que Premier ministre, il était d'ailleurs particulièrement attentif aux parlementaires, ce qui lui a permis de s'affirmer, à l'époque, comme le chef incontesté de la majorité.

François Fillon bénéficie également d'une **expérience ministérielle ancienne et diverse**. Dans les gouvernements d'Edouard Balladur et Alain Juppé, il est d'abord en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche (1993-1995) puis en charge de La Poste, des télécommunications et de l'espace (1995-1997), où il conduit la privatisation de France Télécom. En 2002, il rejoint le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en tant que ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité, puis il est nommé en 2004 ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Au départ de Nicolas Sarkozy du gouvernement, il prend le 2^{ème} rang dans l'ordre protocolaire. Dominique de Villepin ne l'associe pas à son gouvernement en 2005 ; François Fillon devient alors le conseiller politique de Nicolas Sarkozy, un des principaux auteurs du projet, puis son **Premier ministre pendant toute la durée du quinquennat** (2007-2012).

3. Issu de la tradition du « gaullisme social », François Fillon porte un projet économique libéral, et une méthode de Gouvernement fondée sur l'autorité du Président de la République.

Lors du débat précédant le second tour de la primaire, François Fillon a fait part de sa satisfaction d'avoir gagné le combat des idées, estimant que « il n'y a pas de victoire électorale sans victoire idéologique. » François Fillon s'est en effet construit dans une tradition politique précise, celle du « gaullisme social », dont Philippe Séguin a été l'une des figure de proue. Cette tradition réunit **une certaine idée de l'autorité de l'Etat et une ambition forte pour la démocratie sociale et la lutte contre la pauvreté**. Ce positionnement historique de François Fillon se nourrit également de l'héritage de Georges Pompidou, dont la politique fut libérale et modernisatrice sur le plan économique, et plutôt conservatrice dans sa vision de la société.

Le projet économique construit par François Fillon pour 2017 est, dès lors, d'inspiration libérale. Parmi ses propositions figurent des **allègements de charges** (25 milliards) et **d'impôts** (10 milliards) pour les entreprises, et notamment une baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés à 25%. Il souhaite mettre fin à la durée légale du travail de 35h dans le privé et la porter à 39h dans la fonction publique. Il s'engage en faveur d'une **simplification du régime fiscal** des commerçants, des artisans et des indépendants, qui serait aligné sur celui des auto-entrepreneurs. Il défend la **sanctuarisation du crédit d'impôt recherche** (CIR) et du dispositif de la jeune entreprise innovante (JEI). S'agissant du coût de l'énergie, il souhaite que la fermeture de Fessenheim soit suspendue et que la durée d'exploitation des centrales nucléaires soit portée de 40 à 60 ans. Il propose également des mesures de soutien au patrimoine, à la création artistique, et la création d'un poste de **haut-commissaire à la transformation numérique**, placé auprès du Premier ministre.

Ce programme est construit sur le constat du risque de déclassement de la France. Il **accepte la réalité de la mondialisation et ses contraintes**, dont l'exigence de compétitivité, et propose en conséquence une transformation en profondeur de l'économie française. **La victoire de François Fillon à la primaire valide cette analyse**, pour ce qui concerne les électeurs de la droite et du centre. Néanmoins, il sera nécessaire qu'une majorité de Français soit prête à ces efforts. Il faudra également que la majorité parlementaire nouvellement élue soit suffisamment forte et cohérente pour faire aboutir ces réformes profondes. Enfin, **de nombreux sujets sont restés absents de cette campagne, au premier rang desquels l'avenir de l'Union européenne**.

S'agissant de la méthode de travail et du style de gouvernement, François Fillon souhaite **restaurer l'autorité du Président de la République**. Son gouvernement serait resserré (15 ministres), expérimenté (élus et société civile) et préparé (nominations connues à l'avance). Ainsi, la mise en place de **l'équipe de campagne devrait donner des indications sur les grandes orientations** choisies par le candidat. Enfin, François Fillon s'est toujours montré méfiant à l'égard des médias.

4. La campagne présidentielle pour 2017 est désormais pleinement lancée, la prochaine échéance étant la désignation du candidat de la gauche à l'occasion d'une primaire prévue en janvier 2017.

Sans aucun doute, la campagne pour l'élection présidentielle de 2017 est désormais lancée. S'il s'est attelé dès 2012 à sillonner la France, une nouvelle phase s'ouvre désormais pour François Fillon, avec trois enjeux :

- **rassembler sa famille politique**, ce qui exige de réorganiser la direction du mouvement Les Républicains pour en assurer la loyauté et l'efficacité, mais également préparer les conditions d'un contrat de majorité avec le centre, notamment

l'UDI de Jean-Christophe Lagarde et le Modem de François Bayrou, dont une des composantes sera la réattribution de certaines investitures aux élections législatives ;

- **installer une équipe de campagne** pour 2017, intégrant notamment les diverses sensibilités de la droite et du centre ;
- **constituer une opposition crédible face à la gauche**, dont les candidats seront bientôt connus, **et face au Front national**, dont la performance face à François Fillon fait l'objet de spéculations, notamment en raison de l'attraction que celui-ci peut exercer sur la frange la plus conservatrice de l'électorat frontiste.

Le parti socialiste a choisi d'organiser une primaire pour désigner le candidat de la gauche, à laquelle le Président de la République sera contraint de se présenter s'il souhaite concourir pour un second mandat. **Les deux tours de scrutin sont prévus le 22 et le 29 janvier 2017.** La participation y sera d'autant plus observée que la primaire de la droite et du centre a réuni plus de 4 millions de votants. La date limite pour le dépôt des candidatures est fixée au 15 décembre 2016. L'inconnue principale est la candidature de François Hollande, qui pourrait être remplacé par Manuel Valls. Trois anciens ministres ont d'ores-et-déjà fait part de leur candidature, rassemblant chacun une partie de ceux qu'on appelle les « frondeurs », sous réserve qu'ils réunissent les parrainages nécessaires :

- **Arnaud Montebourg**, ancien ministre (2012-2014), qui était arrivé 3^{ème} avec 17% des voix aux primaires de la gauche de 2011 ;
- **Benoît Hamon**, ancien ministre (2012-2014) ;
- **Marie-Noëlle Lienemann**, ancienne ministre (1992-1993, 2001-2002).

D'autres personnalités politiques ont d'ores-et-déjà annoncé leur candidature pour le 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017, sans qu'il soit certain qu'elles réunissent les 500 parrainages d'élus indispensables pour se qualifier :

- **Jean-Luc Mélenchon**, ancien ministre (2000-2002), candidat soutenu par le Parti de gauche et le Parti communiste français ;
- **Sylvia Pinel**, ancienne ministre (2012-2016), candidate soutenue par le Parti radical de gauche, alors même que celui-ci participe au gouvernement depuis 2012 ;
- **Emmanuel Macron**, ancien ministre (2014-2016), candidat indépendant ;
- **Yannick Jadot**, candidat soutenu par Europe-Ecologie Les Verts.